

REPRENDRE SES DROITS I.

Voilà. C'est fait. Je vais pouvoir dire « moi aussi ! ». Faut dire que j'ai pas été très futée sur ce coup-là, je me suis même fait prendre comme un lapereau de trois semaines. C'était pas faute d'ignorer le risque, mais on s'était dit que ça passerait. On avait trouvé un super spot pour courir alors on n'allait pas s'en priver. Déjà que s'être mis à courir ensemble, quasiment tous les matins, c'était quelque chose, on était même un peu fiers et concrètement on passait de bons moments. Alors oui, c'était pas dans « la zone ». On le savait et on avait même vérifié. Mais c'est quand même beaucoup plus agréable de courir sur du plat en direction de la mer que de trotter dans des rues pleines de poubelles et... de gens ! D'ailleurs sur le chemin (tant qu'on était dans « notre zone »), on avait croisé plus d'un attroupement. Le marché aux poissons a rusé : pour contourner l'interdiction, les pêcheurs ne vendent plus à quai mais depuis leurs bateaux. Il n'empêche que les clients eux sont loin d'appliquer les distances réglementaires. Mais, bref, rien à fiche, le nez au vent, le souffle réglé, on passe devant au petit trot, tout content de prendre un peu l'air. Aller jusqu'à l'esplanade du MUCEM c'est juste parfait car on peut varier l'itinéraire, et une fois sur place on peut s'exercer sur les bancs, les rampes d'escalier, les branches d'arbres. Il y a même une petite fontaine pour boire. A la fin on s'assoit cinq minutes pour regarder la mer et on repart en sens inverse. C'est peut-être parce qu'on avait déjà tout notre programme en tête qu'on n'a pas été plus vifs.

À peine arrivé au bout de l'esplanade, on les a clairement vus. Ils étaient au moins une dizaine, tout de bleu vêtus, calots sur la tête et gazette à la ceinture. Disséminés dans l'espace, certains contrôlaient les rares sportifs, la plupart posaient, les mains croisées dans le dos. À ce moment-là, nous savons très pertinemment ce qu'ils risquent de nous reprocher. Pourtant, AU LIEU DE FAIRE DEMI-TOUR, d'esquiver, de se souvenir subitement qu'on a laissé une casserole sur le feu, on continue d'avancer en direction de la souricière. Les bancs sous les arbres sont là-bas, à quelques dizaines de mètres. On ne fait que passer, à distance plus que respectable des autres personnes, pourquoi bon dieu faudrait-il qu'on se sente coupable de quoi que ce soit ? On ne va pas non plus à la rencontre d'un des types en bleu, on essaye de passer à côté, l'air de rien. Naturellement, ça foire : « Madame, Monsieur, votre attestation s'il vous plaît ». Pendant qu'il déploie les papelards, lit notre adresse, l'entre dans son GPS embarqué pour calculer la distance, nous savons très bien quelle va être la conclusion. Je crois bien que je risque même un timide « on est un peu au-delà du kilomètre autorisé ». Il ne relève pas, comme s'il n'avait pas entendu, seule la machine sait ! « Vous êtes à 2,3 km de chez vous ! Vous savez que vous n'avez pas le droit ». Pris la main dans le sac ! L'infraction est terrible, la sentence sans appel ! « Ce sera 135 euros ». Comme si on passait à la caisse.

A ce moment-là, je ne suis pas tout à fait encore sortie de mon état premier, c'est-à-dire que j'essaye encore de faire référence à la logique et au bon sens. Je tente des négociations, insiste sur le caractère désert de l'endroit au regard du nombre important de personnes croisées dans notre quartier. J'essaye d'établir un argumentaire montrant que notre santé et celle des autres est bien plus garantie lorsque nous nous éloignons, justement, de l'hyper centre, etc.

Rien n'y fait. Je suis face à un mur. Un mur qui ne jure que par la LOI, le DÉCRET, l'AMENDEMENT. Un mur qui pianote sur son calepin électronique et qui commence à noter mon nom et mon adresse afin de m'envoyer la facture de mon inconscience. Et qui enfonce le clou en nous parlant de son fils, étudiant en médecine, qui n'est pas sorti de chez lui depuis un mois et qui pratique le fitness sur son balcon.

J'ai l'impression d'avoir 5 ans et que le maître d'école est en train de me mettre une punition disproportionnée pour une bêtise qui n'en est une que si on la considère à travers le prisme obtus

du regard adulte. Est-ce le souvenir brutal du bouillonnement intérieur souvent ressenti face à ces sanctions injustes ? En tout cas c'est comme si soudain je me réveillais. La colère me réveille. La colère face à l'injustice, l'absurdité, l'autorité, la force qui les imposent. Sans autres armes, je me mets à faire des réflexions acerbes, je cherche à provoquer. Jusqu'à susciter la menace d'une amende supplémentaire.

Le coup de grâce survient au moment où le type note mon lieu de naissance. Il écarquille les yeux de manière outrancière : « Nice ! Ça alors, moi aussi je suis niçois ». Tout à coup l'outrage paraît d'autant plus incroyable que c'est une ressortissante de la bonne ville de Nice qui l'a perpétré. Je me retiens de lui dire que cela confirme mon opinion négative envers ses ressortissants. Mais je crois que celui-là je le retiens. De toutes les façons, il est trop tard, voici qu'il me tend sa machine, qu'il a tout ce temps tenu à mains nues, pour que je signe, avec mon doigt. Vive la police de l'hygiène et de la santé.

Sur le chemin du retour je bous. Pas tant pour l'amende et la perspective des 135 euros à déboursier (quoique faire un don d'un ¼ de son revenu mensuel à la police nationale, ça fait mal) que pour l'atroce sensation d'avoir dû obéir à la force brute. Seuls le sentiment d'infériorité, la peur « d'aggraver mon cas » m'ont fait accepter cette décision. Je suis en colère contre le policier et sa condescendance, mais pas seulement, je suis en colère contre ce qu'il incarne, contre un État qui a décidé du chiffre « 1 », alors que « 2 » ou « 1,46 » auraient tout aussi bien pu faire l'affaire. Je suis en colère contre moi qui me suis jetée dans la gueule du loup, qui n'ai pas mis de fausse adresse alors qu'il n'y avait rien de plus simple pour jouer avec l'absurdité de la légalité. Cette frustration appelle des pensées violentes, une soif de vengeance : je m'imagine sortir une arme et la braquer sur le flic. Qui serait le plus fort alors ? Je m'imagine brûler une voiture de flics. J'échafaude un plan pour échapper au tracking numérique. C'est possible mais ça demande une réelle organisation. Du temps d'arriver chez moi, j'ai déjà fait cramer mentalement plusieurs bagnoles et exploser toutes les caméras sur mon chemin.

Une fois un peu redescendue, je m'interroge sur la réaction épidermique qu'a suscité en moi cette aventure. Il semble certain que cet épisode a servi de catalyseur à un ensemble. A la brutalité du confinement, à l'indignité des décisions politiques, au spectacle violent de l'abandon social des plus fragiles économiquement, aux émissions anxigènes, à la dictature de la force sur la logique ETC.

Et puis tout d'un coup, une idée me vient. Depuis le début du confinement, de nombreuses personnes tentent de garder un semblant de liberté d'expression en affichant des banderoles à leurs fenêtres. J'avais très envie de faire de même mais je n'avais pas trouvé jusque-là de slogan qui reflète véritablement mon état d'esprit.

« AUJOURD'HUI, TOUS TERRORISÉS, DEMAIN, TOUS TERRORISTES ».



Ça m'est venu comme ça. Comme la traduction de la violence que j'avais ressenti, à l'égard de moi-même et à l'égard des autres. D'une autorité si suffocante qu'elle ne laissait comme dernier recours que le cri et l'envie de mordre. Terroristes. Le mot fait peur, le mot est tabou, monopolisé par les journaux télévisés. L'employer c'est déjà se compromettre. Certains ont été fichés « S » pour moins que ça. Apologie du terrorisme. Quand je parle de mon envie d'afficher haut et fort cette phrase, mes proches font la grimace, m'envoient des articles sur les personnes mises en garde à vue à Toulouse pour « Macronavirus » trop voyant. Pardon, mais cela ne fait que renforcer la résonance entre ce slogan et ce que je ressens. Contrôlée, de plus en plus surveillée, virus ambulant, le sentiment de n'avoir « rien fait de mal » ne suffit plus.



J'ai finalement rajouté un point d'interrogation, par prudence.

Une semaine après, personne n'a rappiqué. Les seules personnes à avoir commenté ma banderole sont mes voisins d'en face qui m'ont interpellée depuis leur balcon. « Ça fait une semaine qu'on s'interroge ». C'est donc l'occasion d'entamer une petite discussion brailée (les mains en porte-voix) sur le sentiment de flicage et de surveillance. Ils m'interrogent sur mon sentiment de contrôle grandissant, m'avouant ne pas trop le partager. Ils me disent ne sortir que rarement et n'avoir jamais rencontré de contrôle policier. Mais a-t-on besoin de policiers pour se sentir contrôlé ? La conséquence la plus directe de cette aventure est que désormais je sors nettement moins. Je me sens comme illégitime à l'extérieur. Pendant plusieurs jours, je réduis drastiquement mon aire de déplacement, je rentre rapidement. Un dimanche, après plusieurs jours passés sous la pluie, je ressens vraiment le besoin de me promener alors je sors, dans la direction opposée de celle qui m'a valu ma mauvaise expérience. Je marche sur un boulevard quasi désert de manière un peu hésitante. Comme si une force me retenait de pousser plus loin. Atteindre le prochain croisement est une petite victoire qui me demande du courage, une motivation intérieure. Allez, encore une rue. Encore un effort.

Aujourd'hui, tous terrorisés.